

Jacques Attali: "Le président peut agir, à condition d'avoir le courage d'être provisoirement impopulaire"

Intervista a Jacques Attali di Claire Guélaud e Arnaud Leparmentier

Jacques Attali, président de la commission sur " la libération de la croissance ", a remis mercredi au président de la République et au premier ministre son rapport, qui comporte 314 propositions (Le Monde du 20-21 janvier).

Nicolas Sarkozy a dit qu'il mettrait en oeuvre tout ce que vous proposerez.

Qu'attendez-vous de lui?

C'est au président et au gouvernement de décider ce qu'ils veulent faire du rapport. Ils porteront aux yeux de l'Histoire la responsabilité d'avoir saisi ou laissé passer cette chance unique de réformer. L'exécutif a eu le courage de demander à une commission indépendante, sans penser aux lobbies de toute nature, de lui dire comment lever les freins à la croissance. Nous avons fait rapport au pays.

Quelle liberté laissez-vous au politique?

Celle de décider de mettre en oeuvre ce rapport. Ou de le mettre au placard. Notre rapport n'est pas à prendre ou à laisser, mais pour s'en réclamer, il faudra en respecter la cohérence interne. Notre souci est qu'il ne soit pas considéré comme un catalogue où l'on puisse picorer. Nous avons soigneusement pesé, secteur par secteur, l'équilibre de nos propositions, car il n'y a pas de liberté sans justice sociale et réciproquement. Nous sommes par exemple contre la rupture à l'amiable du contrat de travail si elle ne s'accompagne pas d'un contrat d'évolution stabilisant la rémunération du demandeur d'emploi et d'un bonus/malus en faveur de l'emploi des jeunes. De même, nous sommes opposés à la libéralisation des grandes surfaces si elle ne s'accompagne pas du renforcement du petit commerce, des fournisseurs indépendants et des plans d'urbanisme.

Le consensus a-t-il été possible au sein de la commission parce que la gauche y était peu représentée?

D'où tenez-vous cela ? Je n'ai pas fait de pondération en choisissant les membres, et cette question ne nous a pas effleurés, en travaillant. Il n'y a pas une seule idée sérieuse venue de la gauche - de toutes les gauches - ou de la droite qui n'ait été explorée en détail et qui ne figure pas dans le rapport, si elle s'est révélée efficace. Cela a été notre seule grille de lecture. Contrairement à ce qu'a dit Le Monde, ce rapport n'a rien de " libéral ". Il est d'abord au service des plus jeunes et des plus fragiles. Et pour cela, l'Etat est un acteur majeur. Si j'avais eu à rédiger pour une présidente nommée Ségolène Royal, j'aurais composé la commission de la même façon, et le rapport aurait été le même.

Y a-t-il une chance que vos propositions soient appliquées?

Cette question doit être adressée au président de la République. Il serait tragique de ne pas le faire. La France est politiquement paralysée depuis la première cohabitation en 1986, alors que les autres Européens se sont préparés à l'avenir. Les jeunes sont les principales victimes de cette connivence des privilégiés. Aujourd'hui, le président dispose d'une étroite fenêtre de tir. Entre avril 2008 et juin 2009, il n'y aura pas d'élection. C'est le seul moment où il peut agir, à condition d'avoir le courage d'être provisoirement impopulaire.

Comment baisser d'un point le taux des prélèvements obligatoires et investir pour l'avenir?

Nous proposons de ne pas augmenter ni baisser les impôts, et de maintenir en volume constant les dépenses publiques, ce qui revient à réduire leur part d'un point dans le PIB et à réduire la dette. Cette stabilisation en volume de la dépense publique passera par une plus grande efficacité des administrations, le moindre recrutement de fonctionnaires, la création d'agences de services au public, le regroupement des communes, la disparition progressive du département, la mise en place d'un e-gouvernement, qui permettra à lui seul 15 milliards d'économies par an. Quand on analyse les innombrables doubles emplois, cette stabilisation est très faisable, sans politique de rigueur.

Faut-il agir par voie législative ou par ordonnances?

Nous avons proposé un calendrier mois par mois pour la mise en oeuvre des vingt mesures phares du rapport. Par expérience, je recommande d'utiliser dans certains cas les ordonnances qui permettent d'aller beaucoup plus vite, tout en maintenant le contrôle démocratique.

Que coûte votre plan sur 5 ans?

Il a été étudié avec toutes les administrations, y compris la direction du budget. Il est financièrement équilibré et peut être réalisé en respectant la baisse d'un point de la part des dépenses publiques dans le PIB. Il conduira à des résultats très spectaculaires dès 2012 : au moins un point de croissance de plus, une réduction des deux tiers du chômage des jeunes, un taux de chômage global inférieur à 5 % et une réduction de la dette à moins de 55 % du PIB.

Suivrez-vous l'application de vos mesures?

Oui, si on nous le demande. Nous allons sillonner la France pour les expliquer, et nous nous réunirons quatre fois cette année pour faire le point. Notre première réunion aura lieu le 28 mars. Idéalement, il devrait y avoir eu à cette date : un séminaire gouvernemental pour décider du sort de ces propositions ; la transmission aux administrations compétentes de celles qui auront été retenues pour la préparation des textes ; le début de la mise en oeuvre. Il faut commencer tout de suite, car le budget 2009 est verrouillé le 15 juin.

C'est le tournant de la rigueur annoncé par le PS après les municipales?

Si notre rapport est appliqué, ce sera le tournant de la croissance.

Votre rapport peut-il accompagner une politique de l'offre après une période où le président a privilégié le pouvoir d'achat?

Le pouvoir d'achat est beaucoup trop faible pour une large majorité de Français. Mais il ne se décrète pas. Il découle de la croissance et de réformes profondes des mécanismes de répartition des richesses.

La crise financière ne rend-elle pas encore plus difficiles les réformes?

Au contraire. J'ai dit dès octobre que nous étions menacés d'une crise du niveau de celle de 1929. On m'a ri au nez ; mais nous y sommes, malheureusement. Plus la crise sera grave, plus nécessaires et urgentes seront les réformes que nous proposons.